



[Source lci.fr](https://www.lci.fr) 15/4/2019

Grand débat : quelles mesures Emmanuel Macron devrait-il annoncer ce soir?



Emmanuel Macron s'exprimera ce lundi à 20 heures à la télévision. Le président de la République doit annoncer des mesures choc destinées à conclure le Grand débat. Il souhaite faire de cette allocution le tournant de son quinquennat, ébranlé par la crise des Gilets jaunes.

Emmanuel Macron conclura plus de trois mois de Grand débat ce lundi à 20 heures dans une allocution télévisée. "Il annoncera les chantiers d'action prioritaires et avancera les premières mesures concrètes en réponse aux préoccupations soulevées dans le cadre du Grand débat national", a indiqué l'Elysée dimanche soir. Le président de la République a beaucoup consulté ces derniers jours pour préparer cette intervention, et il doit recevoir plusieurs ministres ce dimanche soir à l'Elysée pour leur présenter ce qu'il considère comme un nouvel acte du quinquennat.

Emmanuel Macron est attendu au tournant par des Français qui ne comprendraient pas que leurs revendications ne soient pas écoutées. Le locataire de l'Elysée devra donc montrer qu'il les a entendus et qu'il a tiré les leçons de la crise des Gilets jaunes. Toutefois, malgré des annonces "puissantes", selon Edouard Philippe, le gouvernement a plusieurs fois prévenu qu'il y aurait des déçus.

Suppression des avantages des anciens Présidents

Mais plus qu'un mea culpa télévisuel du chef de l'Etat, ce sont de vraies mesures qui sont attendues. Si peu d'informations ont fuité sur le contenu de l'intervention d'Emmanuel Macron, une source proche de l'exécutif a soufflé à l'AFP qu'il pourrait annoncer la suppression de

l'ENA, école de formation des élites qui concentre les critiques contre la technocratie. L'idée serait de créer un établissement plus ouvert, sur le modèle de l'Ecole de Guerre.

Alors que les Français reprochent souvent aux élus leur train de vie, le chef de l'Etat pourrait annoncer la suppression des avantages des anciens présidents de la République, Premiers ministres et ministres. Après avoir quitté l'Elysée, les Présidents continuer de disposer d'une rémunération et de différents services comme un bureau, un chauffeur et un véhicule, des agents de sécurité.

Sur le plan institutionnel, sont sur la table la prise en compte du vote blanc, la diminution de 30% du nombre de parlementaires (déjà prévue dans la réforme constitutionnelle) et l'introduction d'une dose de 20% ou 25% de proportionnelle au lieu des 15% évoqués jusqu'à présent. Le gouvernement pourrait choisir d'abaisser à 1 ou 1,5 million le nombre d'électeurs nécessaire pour déclencher un référendum participatif, contre 4,5 millions actuellement.

Régulièrement, des citoyens pourraient être tirés au sort pour réévaluer les lois. Le remplacement des conseillers départementaux et régionaux par des conseillers territoriaux, réforme proposée en son temps par Nicolas Sarkozy, pourrait en outre être lancée.

Alourdissement de l'impôt sur la fortune immobilière

Concernant la fiscalité, l'un des thèmes les plus soumis aux revendications des Français, l'exécutif pourrait annoncer une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu. Et alors que 77% des Français désirent le retour de l'impôt sur la fortune (ISF), selon un sondage Ifop, l'idée a été fermement écartée par Emmanuel Macron. Il envisage plutôt un alourdissement de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) pour les gros patrimoines.

Enfin, malgré les mises en garde de Bercy, Emmanuel Macron pourrait décider de l'indexation des petites retraites sur l'inflation, et annoncer que l'Etat pourrait se porter garant des pensions alimentaires en cas de non-versement. Outre ces mesures, le président de la République devrait également dresser un calendrier pour étaler sa réponse politique à la crise des Gilets jaunes et l'inscrire dans le temps long.

Création d'une Banque européenne pour le climat

Sans surprise, le président de la République compte également répondre à la problématique de la crise climatique, relevée par le mouvement des Gilets jaunes en proposant de créer une "[Banque européenne pour le climat](#)". Ce projet pour un fond commun à l'Union Européenne, qui aurait pour but le financement la transition écologique, avait déjà été abordé par le président dans sa tribune dans les médias européens le 4 mars. Une idée clairement inspirée par le climatologue Jean Jouzel et l'économiste Pierre Larroustou, qui se présente sur la liste de Raphaël Glucksmann aux Européennes. Ils défendent cette initiative depuis près d'un an.

Une volonté écologique limitée par une autre annonce que pourrait faire le président. Emmanuel Macron désire également satisfaire les volontés des éleveurs. Pour répondre à leurs attentes, il envisage une hausse du plafond d'abattage des loups de 7%.